

CIRCULAIRE

DE

Monseigneur l'Evêque de Joliette

AU

Clergé de son diocèse.

L'Ecole Normale des jeunes filles à Joliette.

I

Mes chers collaborateurs,

L'expérience a mis singulièrement en relief, depuis un siècle surtout, les immenses avantages que les écoles normales, bien organisées et reposant sur leur véritable base, peuvent procurer à l'enseignement à tous ses degrés, mais particulièrement à l'enseignement primaire. Aussi, les trouve-t-on aujourd'hui établies dans la plupart des pays du monde : au Japon, comme en France et en Belgique, aux Etats-Unis et au Canada, comme en Angleterre et en Allemagne. L'initiative privée, le pouvoir civil, l'Eglise elle-même ont favorisé la fondation de ces écoles, en ont surveillé avec un soin jaloux le développement, ont fourni les ressources nécessaires pour en assurer le fonctionnement régulier et les fruits durables. La raison de ce grand mouvement pédagogique est facile à saisir. Tous ceux qui ont à coeur le progrès de l'éducation en un siècle où la culture

intellectuelle revêt un caractère d'intensité et d'universalité si nettement dessiné, ont compris que ce progrès, pour être réalisé dans sa plénitude et ne jamais constituer,—par suite d'une malheureuse déviation de la voie qu'il doit suivre,—un danger social, exige à la tête de nos écoles, de nos académies et de nos collèges des maîtres habiles, instruits, ayant la parfaite intelligence de leur profession. Mais de tels maîtres ne s'improvisent pas, quels que soient par ailleurs les talents, les aptitudes naturelles et les connaissances acquises. Une préparation longue, sérieuse à l'art et à la science de l'éducation est indispensable à ceux qui se destinent à l'enseignement.

Je dis que la pédagogie est un *art* et une *science*. Elle a, en effet, des règles qui la dirigent dans ses opérations, et des principes sur lesquels elle repose ; règles qui sont le fruit de l'expérience de l'humanité entière, principes que la pédagogie, science purement dérivée, emprunte à d'autres sciences d'un ordre supérieur : à la psychologie, à l'éthique naturelle, à la sociologie, mais, surtout, nous le verrons, à la religion.

Eh bien ! qui osera affirmer que l'intelligence du futur professeur, si ouverte soit-elle, est capable sans guide, laissée à elle-même et sans aucun entraînement, d'acquérir pleinement la connaissance de ces règles et de ces principes, connaissance nécessaire cependant à la vraie formation de l'esprit, de la volonté et du caractère de l'enfant ou du jeune homme ?

Ils sont si nombreux et si complexes les problèmes de la pédagogie ! La solution pratique en est si difficile, que l'on considère soit le *sujet* même de l'éducation, c'est-à-dire l'enfant étudié à la lumière des lois de sa culture intellectuelle et de sa formation morale, soit l'*objet* de cette éducation : meilleures méthodes d'enseignement, règles discipli-

naires efficaces, distribution des connaissances proportionnée à l'âge, aux conditions sociales, aux besoins, aux aptitudes, au sexe lui-même des élèves !

Je me contenterai d'indiquer ici les principaux de ces intéressants problèmes. Que doit-on entendre par éducation, quels en sont les principes directeurs, la base véritable ? Quelles sont les règles générales à suivre dans la culture physique de l'enfant, dans celle des diverses facultés de son âme intelligente et libre, et quel équilibre convient-il d'établir entre l'exercice du corps et l'exercice de l'esprit ? Quelle est la valeur relative des divers objets de l'enseignement : écriture et lecture, grammaire et belles-lettres, histoire et géographie, sciences exactes et expérimentales, beaux-arts et arts utilitaires, etc ? Quelles sont les meilleures méthodes d'enseignement ? Dans l'ordre à suivre en ce qui concerne la distribution et la liaison intrinsèque des faits que le maître expose, des idées qu'il enseigne, est-ce la méthode de *déduction* qui, prenant les faits comme point de départ, en dégage d'une manière lumineuse les lois dominantes ; ou bien la méthode *d'induction*, d'après laquelle, après s'être appuyé sur des vérités générales et sur des définitions inattaquables, le professeur passe de ces principes et de ces règles aux applications et aux faits particuliers ? Dans la forme extérieure à donner à l'enseignement, doit-on s'arrêter à la méthode *d'exposition*, ou adopter plutôt la méthode *socratique*, le maître suggérant et faisant découvrir à l'enfant, par des questions claires, précises, graduées, les choses qu'il veut lui apprendre ? Ne vaut-il pas mieux recourir à l'une et à l'autre de ces méthodes suivant la matière de l'enseignement, les aptitudes des élèves, leur degré d'avancement ; tantôt les employant simultanément, tantôt les faisant intervenir successivement ? Quelle part faut-il faire, dans l'école, à l'observation et à la réflexion, à l'enseignement direct des idées et aux leçons de choses ?

En matière de discipline, quel degré de liberté faut-il laisser à l'élève dans l'accomplissement du devoir ; dans l'observance de la règle ? Dans quelle proportion devra-t-on unir la sévérité inflexible et la miséricorde parfois nécessaire au bien particulier de l'enfant, mais nuisible au bien général de l'école ? Quand le maître fera-t-il appel aux motifs de crainte ou d'intérêt personnel capables de fléchir la volonté rebelle de l'élève ? quand, au contraire, devra-t-il s'adresser de préférence à des sentiments plus élevés : piété filiale, respect de la dignité personnelle, reconnaissance envers les bienfaiteurs, fidélité au devoir aimé et embrassé pour lui-même, souci de l'avenir, amour de Dieu et de la vertu qu'Il lui commande de pratiquer ?

Ces questions, et combien d'autres encore que j'ai passées sous silence, la pédagogie les a étudiées, elle les a résolues, généralement du moins, d'une manière définitive. Les avoir simplement énumérées prouve, il me semble, la nécessité pour quiconque désire embrasser la belle et noble carrière de l'enseignement de s'y préparer sérieusement dans des écoles spéciales.

II

Je ne retracerai pas ici, même dans ses grandes lignes, l'histoire si captivante des écoles normales primaires dans la Province de Québec, depuis les premiers essais de recrutement régulier d'institutrices laïques tentés, dès l'origine de la colonie, par les Soeurs de la Congrégation de Notre-Dame et par les Ursulines de Québec et des Trois-Rivières, jusqu'à la fondation des écoles normales Laval et Jacques-Cartier,—vers le milieu du siècle dernier. Le temps et les connaissances nécessaires me font défaut pour écrire ces belles pages de nos annales nationales ; elles sont toutes pleines des efforts constants et des généreux sacrifices du

pouvoir civil et du pouvoir ecclésiastique, du clergé, de nos communautés religieuses et d'un grand nombre de laïcs désireux d'assurer à notre province canadienne française une éducation primaire vraiment efficace, une éducation en rapport avec ses besoins, ses aspirations, sa marche en avant vers la prise de possession définitive de la place supérieure qu'elle doit occuper dans l'organisation sociale, politique et religieuse du Dominion. Comme il serait facile, en se livrant à cette intéressante étude, de répondre victorieusement aux adversaires déclarés de notre système actuel d'éducation, de prouver que l'ignorance, le préjugé, ou la passion aveugle font parler et agir la plupart d'entre eux, de mettre à nu la faiblesse ou la fausseté de leurs accusations, de démontrer que ce système, pour ne pas être parfait, et quoique susceptible encore d'importantes améliorations, ne le cède en rien au point de vue de l'organisation et de l'efficacité, à celui suivi dans les autres provinces du Canada (1). Mais, je le répète, il m'est impossible d'entrer dans de tels détails historiques. Je me contenterai donc de rappeler en peu de mots comment se sont établies parmi nous les écoles normales de jeunes filles.

Jusqu'en 1899, la province civile de Québec ne posséda qu'une seule école normale de jeunes filles, celle de Laval à Québec. Cette école, confiée à la direction des Ursulines, poursuivait alors, avec un succès toujours croissant depuis près d'un demi siècle, la grande oeuvre de la formation pédagogique des futures maîtresses laïques. Les états de services de ses anciennes élèves employées comme insti-

(1) *V. Mémorial de l'Education*, par le Docteur Meilleur ; *Les Ecoles Normales de la Province de Québec*, par l'abbé Adélarde Desrosiers ; *l'Instruction au Canada sous le régime français*, par l'abbé Amédée Goselin ; *l'Instruction publique au Canada*, par l'honorable Chauveau.

tutrices, soit séculières, soit religieuses, avaient mis à son front une auréole de gloire incontestée.

Le gouvernement, entraîné dans le mouvement populaire qui poussait vigoureusement vers une extension plus grande de l'instruction pédagogique professionnelle, frappé du développement considérable pris par l'Ecole normale Laval et des heureux résultats obtenus pendant une période relativement courte, résolut de fonder dans les principales villes de notre province de nouvelles écoles normales de jeunes filles. Il rencontra dans le personnel dirigeant de nos communautés religieuses de femmes l'aide indispensable sur laquelle il avait compté pour accomplir son oeuvre féconde. Les Soeurs de la Congrégation de Notre-Dame, les Ursulines des Trois-Rivières, les Soeurs du Bon-Pasteur, les Soeurs des Saints-Noms de Jésus et de Marie, les Soeurs Grises d'Ottawa répondirent successivement à l'appel, heureuses d'avoir l'occasion de se dévouer, sur un terrain plus vaste et plus fertile, à l'éducation chrétienne de la jeunesse. La direction des écoles normales entraînait trop dans l'esprit de leur fondation, et, pour deux de ces pieux instituts, dans les belles traditions de leur passé, pour qu'elles aient hésité un seul instant à l'accepter au prix de n'importe quel sacrifice pécuniaire.

Aussi, la Province de Québec compte-t-elle actuellement huit écoles normales de jeunes filles : Québec, Montréal, Rimouski, Trois-Rivières, Chicoutimi, Nicolet, Valfield et Hull.

Une fois de plus, la bonne entente entre le pouvoir civil et le pouvoir religieux, entre l'Eglise et l'Etat, a donc ouvert au progrès intellectuel et moral de notre pays de larges horizons ; elle a fait jaillir une source de vie où viendra puiser une longue suite de générations d'âmes généreuses, avides de consacrer à l'éducation primaire leurs apti-

tudes, leur savoir, leur expérience, leurs forces physiques, leur vie tout entière.

Le gouvernement de Québec, en confiant à des religieuses la noble mission de former à l'art difficile de la pédagogie chrétienne les jeunes filles qui se destinent à l'enseignement, en plaçant toutes nos écoles normales sous la surveillance immédiate et la responsabilité de prêtres approuvés par l'évêque diocésain, a conservé, a assuré à jamais à notre système d'éducation primaire le caractère religieux qui le distingue depuis l'origine même de la colonie. Il est entré par là dans les intentions si souvent formulées par nos législateurs ; il a répondu aux vœux les plus chers du peuple ; je dis plus, et je le prouverai tout-à-l'heure, il a donné à nos écoles normales, à notre enseignement pédagogique, leur seule et véritable base : la religion catholique.

Il est d'abord évident que l'éducation intellectuelle, pour être complète, exige l'enseignement supérieur du catéchisme, "ce recueil sublime et populaire qui offre plus de solutions aux grands problèmes de la vie, des solutions plus nettes, plus fermes, plus satisfaisantes, que toutes celles qu'une philosophie orgueilleuse propose à ses adeptes". Mettre un tel enseignement de côté, dans l'instruction de l'enfant et dans la formation pédagogique de ses futurs professeurs, ce serait en méconnaître le but principal.

Mais l'instruction elle-même, si nécessaire soit-elle, n'est pas le seul factum de l'oeuvre de l'éducation. Trop souvent on confond l'instruction avec l'éducation.—A côté de l'intelligence, il y a une autre faculté de l'âme non moins importante à cultiver, la volonté ; la volonté qui tend au bien, comme l'intelligence tend au vrai, mais avec cette différence que l'intelligence, placée en face d'une vérité, ne peut pas se soustraire à sa lumière, tandis que la volonté créée libre, peut, en face du bien, sa fin et son objet, ne pas

y adhérer et ne pas s'y fixer. Il y a plus. La foi nous enseigne et l'expérience nous démontre que depuis la chute originelle, la volonté trouve dans la tendance au bien et dans sa pratique, d'étranges obstacles et des difficultés qui parfois déconcertent et découragent. "Je vois le bien, disait le poète, et je fais le mal".—Cependant la vérité est inséparable du bien, et là où il n'y a pas de vertu, il ne saurait y avoir de véritable sagesse. D'un cœur corrompu, d'une intelligence obscurcie par une volonté dépravée, la vérité ne saurait s'élever forte et lumineuse ; elle demeure faible et vacillante, et loin de diriger l'homme, elle devient pour lui ténèbres et séduction.

Sans la vertu, le savoir n'est plus qu'une fausse science entre les mains duquel tout est instrument d'erreurs et de mensonges : il emprunte à la logique son art pour appuyer ses sophismes, il base sur l'ontologie des systèmes absurdes qui aboutissent au scepticisme universel, sur les sciences physiques et la psychologie mal comprises, un matérialisme grossier, et de l'histoire, il fait une source de calomnies et de mensonges. "Quand bien même elle aurait moins de science, dit saint Jean-Chrysostôme, si l'âme est sage et vertueuse, tout est gagné ;—si elle est vicieuse, tout est perdu".—

" Il est temps", écrivait Portalis, jurisconsulte français, " que les théories se taisent devant les faits. Point d'instruction sans éducation, sans morale et sans religion".—Léon XIII, dans une lettre restée célèbre, au Card. Vicairè, disait : "Celui qui dans l'éducation néglige la volonté, " et concentre tous ses efforts sur la culture de l'intelligence, " vient à faire de l'instruction une arme dangereuse dans " les mains des méchants, car c'est l'argumentation de l'intelligence qui vient s'ajouter aux mauvais penchants de " la volonté et leur donner une force à laquelle il n'y a plus " moyen de résister". (25 juin 1878).

“ D’abord on a tout attendu de la culture de l’esprit”, s’écriait naguère un orateur de Notre-Dame. “ Dans sa pensée (celle de Victor Hugo)—faire des hommes, c’était leur apprendre à lire et pousser aussi loin que possible le développement de leur intelligence. Mais de cruelles déceptions sont venues,—on a vu des criminels forts instruits ;—on a vu la science se faire l’instrument du crime. L’instruction n’est donc pas l’éducation tout entière. Il y a plus ;—elle en est quelquefois l’ennemie. L’instruction à outrance aboutit au surmenage, et le surmenage déforme :—Il ne fait pas des hommes, il fait des fous ou des malades”.—(Mgr D’Hulst).

Il importe donc extrêmement que dans l’oeuvre de l’éducation, on donne la première place à la formation morale de l’enfant, à sa direction vers le bien, à la pratique de la vertu, à la réforme de son caractère, à la répression de ses penchants vicieux.

Mais ici s’impose de nouveau l’enseignement religieux, car sans la religion, la morale n’a plus de but véritable, elle manque d’autorité et de sanction efficace. La morale est, en effet, l’ensemble des lois qui dirigent l’homme vers sa fin, mais cette fin, où la trouver en dehors de Dieu ? La morale impose des devoirs, par suite des obligations ; or, il ne saurait y avoir pour l’homme d’obligations sans une autorité supérieure à l’homme, autorité qui n’est autre que celle de Dieu lui-même. Enfin, la base de la sanction, c’est la justice, et, comme le fait remarquer Jules Simon, “dès que la loi humaine est fondée sur la justice, et non pas la justice sur la loi humaine, c’est qu’il y a un Dieu”.

“ Sachons voir les choses comme elles sont”, écrivait ces années dernières, un philosophe rationaliste (Edmond Chérier) qui, à certaines heures de sa vie, dut rendre témoignage à la vérité religieuse, “la morale, la vraie, la bonne, l’an-

“ cienne, l'impérative, a besoin de l'absolu ; elle ne
“ trouve son appui qu'en Dieu. La conscience est comme
“ le coeur il lui faut un au-delà ; la morale n'est rien si elle
“ n'est religieuse”.—Aussi, un orateur catholique n'a pas
craint de s'écrier devant les Chambres françaises : “ Il
“ n'y a de morale vraiment efficace que celle dont la foi en
“ Dieu, l'amour et la crainte de Dieu sont la base. C'est
“ la morale chrétienne qui est comme la morale de la civili-
“ sation ; et toute autre morale que celle-ci nous ferait re-
“ culer vers la barbarie”.—(Chesnelong).

Au reste, la nature même de l'éducation exige qu'on lui
donne la religion pour base, car Dieu est partout dans cette
oeuvre : “ il est dans l'intelligence du maître qui enseigne,
“ dans l'âme de l'enfant qui écoute, dans la vérité qui est
“ affirmée, dans le précepte qui s'impose, dans l'autorité
“ qui commande, dans la volonté qui obéit”. Enfin l'ex-
périence est venue confirmer cette vérité. “ Les comptes
“ officiels”, lit-on dans une revue protestante des États-Unis
de 1880, “ établissent que proportionnellement au chiffre de
“ la population, les crimes, l'immoralité et la folie sont en
“ plus grand nombre dans les états où le système des écoles
“ publiques neutres a été adopté, qu'ils ne le sont dans ceux
“ où l'on n'en a pas voulu. Voilà où nous en sommes après
“ un demi siècle d'expérience de cette méthode d'éducation
“ que l'on nous représente comme une sorte de panacée
“ pour les maux de la vie politique et sociale”. (*Revue de
l'Amérique du Nord* 1880).

Il demeure donc démontré que l'élément religieux est le
principal dans l'oeuvre de l'éducation morale de l'enfant,
qu'il en est la base, et que sans l'influence de la religion et
sans Dieu, il est impossible de former le coeur, de donner
au caractère de l'énergie, de la droiture et de la bonté.
“ Une éducation religieuse n'assure pas toujours, hélas ! le

triomphe de la morale, mais une éducation sans religion en assure l'irréremédiable défaite”.

Pénétrés de ces principes féconds, les surintendants catholiques de l'instruction publique au Canada, n'ont cessé de travailler à maintenir l'idée religieuse à la base même de notre système d'éducation national, et à écarter le régime des écoles neutres ou mixtes si dangereuses pour la foi des populations.

“ L'enseignement moral et religieux”, écrivait en 1860 le Dr Meilleur, “est indispensable dans nos écoles primaires, “ comme dans les institutions classiques ; autrement nous “ n'aurions plus aucune garantie pour la conservation de la “ foi et la moralité publique. . . Tout ce que le clergé et le “ peuple réunis veulent, c'est cette éducation chrétienne et “ éminemment sociale qui forme les enfants de manière à les “ rendre capables de remplir utilement les devoirs qui leur “ seront dévolus dans les différentes classes de la société, “ propre à en faire des sujets industriels et prospères dans “ les affaires, et à en faire surtout de bons chrétiens et de “ bons citoyens, consciencieux, honnêtes et pacifiques”. (2)

Cette courageuse affirmation de l'un de nos plus célèbres éducateurs canadiens reflète aussi bien aujourd'hui qu'en 1860 la pensée de la plupart de nos législateurs, et surtout la pensée et le vouloir de notre peuple. Les adversaires de l'enseignement religieux dans nos écoles,—adversaires peu nombreux, il faut l'avouer,—ne rencontrent pas plus à l'heure présente les sympathies du public qu'aux premiers jours de la conquête et à l'époque de l'Union du Bas et du Haut Canada. Leurs efforts pour détacher le peuple du clergé, diminuer sa fidélité aux croyances et aux traditions de ses pères, l'amener à élire des députés favorables à leur

(2) *Mémorial de l'Éducation.*

cause, n'ont abouti qu'à une humiliante défaite. Puisse l'échec être définitif, puisse notre système d'éducation, malgré les tentatives contraires d'un groupe restreint de libres-penseurs ou d'indifférents en matière de religion, être toujours pénétré jusqu'aux moëlles de l'idée catholique qui en fait la force et lui a gagné la confiance populaire.

Du moment que l'on admet la nécessité de l'enseignement religieux dans nos écoles primaires, la logique demande que cet enseignement soit aussi à la base de nos écoles normales. Nos législateurs ont donc été conséquents avec eux-mêmes ; ils n'ont fait que poursuivre l'idée dominante dans notre système d'éducation, en imprimant à ces dernières écoles le caractère religieux des premières. Aussi, lors de l'inauguration solennelle de l'Ecole Normale McGill, à Montréal, le 3 mars 1857, l'évêque anglican Fulford lui-même disait : "Quelques merveilleux avantages que l'on nous promette, comme fruit d'une éducation progressive, je me refuse à croire à ses bienfaits, si l'on tente d'établir son efficacité sans la crainte de Dieu et la connaissance de l'Evangile. Non seulement l'église d'Angleterre, mais aussi l'église d'Ecosse surtout et les Wesleyens repoussent énergiquement tout système qui voudrait faire de l'éducation une chose indépendante de la religion". (3)

L'école catholique demande des maîtres catholiques, un enseignement catholique, une formation intellectuelle et morale catholique de l'élève ; toutes choses impossibles moralement si d'abord les maîtres n'ont pas reçu un entraînement de même nature dans des institutions spéciales de pédagogie catholique. C'est la dernière pensée qu'il me reste à développer brièvement.

(3) Cité par M. l'abbé Desrosiers : *Les Ecoles Normales primaires de la Province de Québec*, p. 98.

Quiconque étudie l'histoire du monde civilisé est frappé d'un fait universel : la direction imprimée à l'éducation nationale a toujours dépendu de l'idée que chaque peuple s'était formée de l'homme, de sa nature, de ses destinées. Pour les Athéniens, l'homme idéal, c'était celui en qui règne l'heureuse harmonie des qualités physiques et intellectuelles. De là les théories de Platon et d'Aristote sur le développement parallèle de l'esprit et du corps : de là aussi dans toutes les écoles et chez tous les peuples de l'Attique, un goût très vif pour les jeux, les courses à pied et à cheval, la gymnastique, uni à l'amour passionné du drame et de la comédie, et à une culture intense des belles-lettres et des beaux-arts. Aux yeux des Spartiates, au contraire, et aux yeux des premiers romains, toujours en lutte pour la vie matérielle, la défense ou la conquête, l'idéal du citoyen vraiment utile à son pays, c'était le soldat plein de courage, vaillant, endurci à la fatigue, docile à la discipline. Aussi, à Sparte, comme à Rome, —à l'époque de la royauté et de la république,—l'éducation populaire eut-elle pour but principal l'entraînement militaire, la formation éloignée des forces de terre et de mer nécessaires à la défense ou à l'agrandissement de la patrie. Mais, chose digne d'attention, dans l'éducation grecque et dans l'éducation romaine, les intérêts dominants furent les intérêts terrestres,—aucune trace sensible d'une pensée de l'au-delà. Et pourquoi ? C'est que dans la vie nationale des peuples de l'antiquité l'idée religieuse n'occupait en réalité qu'un rang secondaire ; les dieux, extérieurement honorés, n'avaient ni le respect, ni la confiance populaires ; les vraies destinées de l'homme créées pour l'autre vie étaient ignorées de la plupart des philosophes et des pédagogues, à plus forte raison, de la foule indifférente à tout ce qui ne lui apportait pas la jouissance des seuls biens qu'elle convoitait, ceux du temps présent.

Le christianisme est venu et tout changea. Le monde

social prit une orientation nouvelle. A la cité humaine fut substituée la cité supra-terrestre, au polythéisme universel, la croyance à un seul Dieu créateur et maître de toutes choses, à la religion naturelle, une religion divine que le Verbe lui-même fait chair avait apportée à l'humanité afin de la régénérer et de la conduire à ses éternelles destinées. Jésus-Christ s'était affirmé comme le maître, non seulement des individus, mais encore des sociétés et des puissances séculières. Il avait fondé une Eglise chargée d'établir son règne sur la terre, de prêcher partout sa doctrine et sa morale ; de les prêcher, du haut de la chaire sans doute, mais aussi dans les écoles, dans les académies et les universités que plus tard elle devait ouvrir. Il avait donné à cette société, parfaite et indépendante, le droit et lui avait imposé le devoir de veiller à ce que même dans les écoles, les académies et les universités établies par le pouvoir civil, sa doctrine et sa morale fussent expliquées aux fidèles qui les fréquenteraient, ou à ce que du moins rien de contraire n'y fut enseigné. Ces droits de l'Homme-Dieu, la société, devenue chrétienne, les reconnut, ces ordres divins, elle les respecta ; des uns et des autres elle fit la base de sa nouvelle législation.

On comprend que dès lors l'éducation publique dût prendre une direction toute différente de celle qu'elle avait eue jusque là. Son but fut désormais de former le citoyen sans doute, mais aussi et pardessus tout, le chrétien. Ne séparant pas les destinées de l'homme sur la terre de ses destinées futures, elle prépara l'enfant aux unes et aux autres avec un soin jaloux. Développer simultanément chez l'élève l'amour de son pays et l'amour de son Dieu ; faire grandir en son âme, avide de toute vérité et de tout bien, les vertus civiques et les vertus chrétiennes ; devint le suprême souci des éducateurs et des pédagogues catholiques.

Vous avez là, en quelques lignes, la clef de l'histoire de l'éducation sociale en Europe, depuis Constantin jusqu'aux jours malheureux de la réforme protestante, et plus particulièrement de la révolution française.

Les peuples arrachés, au XVI^e siècle, à la foi catholique, ceux surtout en qui s'éteignit graduellement du XVIII^e au XX^e siècle, toute croyance religieuse, commencèrent à considérer l'éducation à un point de vue tout différent. Ils résolurent de lui imprimer une direction conforme à la philosophie moderne. S'emparer de l'école, la soustraire à la surveillance de l'Eglise, la placer sous le contrôle absolu de l'Etat, en chasser tout enseignement religieux, y former des générations incroyantes, en donnant aux enfants comme maîtres des hommes sans foi et sans morale chrétiennes, fut le but, avoué ou dissimulé, auquel tendirent, depuis la Réforme, tous les efforts du pouvoir séculier en plusieurs pays de l'Europe et de l'Amérique,—efforts sacrilèges couronnés hélas ! d'un succès dont nous ne connaissons que trop l'étendue. Nous devons déplorer le caractère d'impiété ou d'indifférence qui distingue cette pédagogie neutre ou sectaire de la pédagogie chrétienne, mais reconnaissons qu'elle est logique, et en conformité avec les idées philosophiques du jour. “A des psychologies diverses dans leurs conclusions”, a dit un auteur cependant hostile aux écoles confessionnelles, “correspondent des *pédagogies* différentes dans leurs prescriptions. Un idéaliste ne raisonna pas sur l'éducation comme un sensualiste. Il y a des erreurs ou des ignorances psychologiques à la base de toute mauvaise méthode d'instruction ou d'éducation. Psychologie et pédagogie sont deux termes inséparables, comme principe et conséquence... La diversité des conceptions morales sur le but de la vie a son contre-coup dans la direction de l'éducation. *Tout système de morale contient en germe une pédagogie propre et originale.* Quel

“ changement de direction les éducateurs n'imprimeront-ils
“ pas à leurs méthodes de discipline et d'instruction suivant
“ qu'ils croiront ou ne croiront pas à l'immortalité de l'âme ? Si les Pères de l'Eglise primitive et les utilitaires
“ de notre siècle ont compris si différemment l'idéal de l'é-
“ ducation, c'est qu'ils ont eu de la destinée humaine des
“ conceptions diamétralement opposées. De tout temps la
“ *pédagogie a été la servante de la philosophie* et lui a obéi
“ dans ses variations”. (Gabriel Compayré, *Etude sur la
pédagogie*).

—Concluons donc de ces considérations générales combien nous avons raison d'affirmer que la seule pédagogie vraiment conforme à la mentalité religieuse de notre peuple, la seule vraiment propre à former des professeurs capables de préparer à notre province de Québec des générations fortes et croyantes où revivront intactes les traditions, les moeurs, les institutions nationales, c'est la pédagogie catholique, parce que seule l'école normale catholique respectera le droit de Jésus-Christ à être le vrai guide de l'intelligence et du coeur de notre jeunesse scolaire ; seule elle conservera sa religion sainte à la base de notre système d'éducation primaire ; seule elle assurera le triomphe final d'idées chères à nos vrais législateurs, au clergé, à la race canadienne-française.

III

Dès la prise de possession du nouveau diocèse de Joliette, je m'occupai, autant que me le permirent les autres devoirs de ma charge, de ses diverses oeuvres d'éducation : séminaire, académies commerciales, pensionnats de jeunes filles, écoles modèles et élémentaires. Je constatai avec joie que ces oeuvres donnaient généralement satisfaction, grâce au zèle inlassable qu'avaient déployé, pour les soute-

nir et les développer, MM. les curés, ainsi que nos communautés religieuses. Je remarquai cependant, lors de mes visites pastorales, que l'instruction élémentaire n'était pas, en plusieurs localités, dans les conditions requises pour être vraiment utile aux enfants et les mettre en état de faire plus tard bonne figure dans la société et d'y gagner honorablement leur vie.

Les maîtresses ne manquent ni de bonne volonté, ni de zèle, ni de dévouement. La plupart d'entre elles possèdent les connaissances amplement suffisantes pour la nature de l'enseignement qu'elles ont à donner. Du reste, elles ont obtenu du bureau central des examinateurs catholiques un brevet de capacité leur permettant d'enseigner, au moins dans les écoles élémentaires. Il faut donc chercher ailleurs la cause véritable de l'infériorité relative de plusieurs des maîtresses laïques. Ce qui manque à ces chères institutrices, c'est l'entraînement, c'est la formation pédagogique, c'est la préparation sérieuse et pratique à l'exercice de leurs sublimes fonctions. L'Ecole normale est le seul moyen de rémédier à cette lacune regrettable. C'est pourquoi je fis, il y a trois ans, les premières démarches pour arriver à ce que je considérais comme le couronnement nécessaire de nos oeuvres diocésaines d'éducation.

Le 23 septembre 1908, les membres du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique recommandèrent à l'unanimité au gouvernement la fondation d'une école normale de jeunes filles à Joliette. L'honorable Sir Lomer Gouin, premier ministre, en réponse à une lettre que je lui écrivais à ce sujet, en janvier 1911, m'informa qu'il serait heureux d'accéder à mes désirs, si je trouvais une communauté qui voulut bien se charger d'établir cette école. Il est à remarquer, en effet, que le gouvernement provincial ne bâtit pas lui-même les écoles normales de jeunes filles, et qu'il n'en prend pas la responsabilité financière.

Les frais de construction et d'ameublement—qui s'élèvent à \$50.000 ou \$60.000,—l'entretien, les honoraires de tout le personnel enseignant, y compris ceux du principal et du professeur laïc, les bourses de \$24.00, au nombre de trente aux élèves-maîtresses, sont entièrement à la charge des directrices de ces institutions. Pour aider celles-ci à faire des déboursés aussi considérables, et à payer le capital au moyen d'annuité, le gouvernement leur alloue annuellement une somme totale de six mille dollars. On comprend qu'accepter dans ces conditions la régie des écoles normales, c'est de la part des communautés un acte de dévouement à notre éducation primaire.

Je fis donc appel à l'esprit de sacrifice des Soeurs de la Congrégation de Notre-Dame qui possèdent à Joliette même un pensionnat très prospère. Depuis plus de trois siècles, ces religieuses enseignantes n'ont cessé de se dépenser pour faire des jeunes filles que les parents confient à leur direction des esprits cultivés, de saintes religieuses, des personnes du monde remarquables par leurs manières simples et distinguées, non moins que par leur vertu. Le conseil généralice répondit favorablement à ma demande. Il consentit à prêter la somme nécessaire pour construire la nouvelle école normale et à fournir le personnel d'élite qu'elle exigera. Je lui en exprime de nouveau publiquement ma très vive reconnaissance en mon nom et au nom de tout mon diocèse.

Le 15 février 1911, le comité de l'honorable conseil exécutif adopta un rapport, approuvé, le lendemain, par l'administrateur de la Province, l'honorable Sir Amable Jetté, à l'effet de fonder à Joliette une école normale de jeunes filles et de la placer sous le contrôle administratif des Soeurs de la Congrégation de Notre-Dame. Le 12 octobre suivant, il nommait, sur recommandation du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, monsieur l'abbé

Irénée Gervais, docteur en théologie, principal de la nouvelle école.

Le conseil municipal de la ville de Joliette voulut bien donner lui-même une marque de haute sympathie à l'oeuvre naissante, en faveur de laquelle j'avais versé, au nom du diocèse, une somme de \$5.000. Il exempta, pendant vingt ans, le couvent de la Congrégation, de la taxe d'eau, et s'engagea à lui fournir, pour la même période, la lumière électrique jusqu'au montant maximum de \$200.00 par année.

Il ne me reste plus, chers collaborateurs, qu'à vous demander, ainsi qu'aux directrices de nos couvents, d'encourager notre école normale, et d'y diriger les jeunes filles qui ont l'intention de se vouer plus tard à l'enseignement.

Il est à désirer que, dès l'automne prochain, on y compte une quarantaine d'élèves, c'est-à-dire une élève par paroisse en moyenne. La chose est facile à obtenir ; et il y va de l'honneur de notre diocèse, de l'intérêt même des futures institutrices, suivant la remarque judicieuse que faisait à ce sujet Sa Grandeur Monseigneur Bruneault, évêque de Nicolet :

“ Les diplômes accordés aujourd'hui par le Bureau central des examinateurs et par les écoles normales ont apparemment la même valeur, puisqu'ils confèrent également le droit d'enseigner ; mais le jour n'est peut-être pas éloigné où il n'en sera plus de même et c'est ce que laisse entrevoir le rapport de M. le Surintendant de l'instruction publique pour l'année 1907-1908 ; chose certaine, c'est que les familles et les commissaires d'écoles tiendront de plus en plus à s'assurer les services des institutrices les plus compétentes et que, par suite, celles qui auront été formées à l'École Normale ont déjà un avantage réel sur toutes les autres. Et cette remarque mérite

“ d'autant plus d'attirer l'attention des parents, comme des
“ jeunes filles, que la carrière de l'enseignement dans nos
“ campagnes et nos villages promet, à l'heure présente, de
“ s'améliorer de jour en jour et d'offrir sous peu un salaire
“ qui la rendra plus attrayante et plus payante”. (*Circulaire
du 29 avril 1909*).

Vous trouverez, en appendice, les conditions d'admission à l'école normale de Joliette, dont l'ouverture aura lieu le 10 septembre prochain. Que les jeunes filles qui voudraient y être admises s'empressent de présenter leur demande au principal de l'Ecole, M. l'abbé Irénée Gervais, actuellement mon chancelier ; il se fera un plaisir de leur donner les renseignements nécessaires. Qu'elles se rappellent qu'il y a 30 bourses de 24 dollars chacune mises par le gouvernement à la disposition des jeunes filles qui n'ont pas les moyens pécuniaires pour payer leur pension en entier. Ces bourses seront naturellement distribuées par ordre de demande et d'admission.

Nous prions la Vierge Immaculée, que l'Eglise invoque sous le beau titre de “Sedes Sapientiae”, de daigner prendre sous sa protection spéciale notre école normale, de bénir les sacrifices que tous nous nous sommes imposés pour la fonder à la gloire de son divin Fils Notre-Seigneur Jésus-Christ, à l'honneur de notre sainte religion, et afin d'assurer, dans une plus large mesure, le progrès de l'éducation chrétienne primaire en notre diocèse.

La présente lettre sera lue, en une ou plusieurs fois, au prône des églises paroissiales et des chapelles publiques, ainsi qu'au chapitre dans les communautés religieuses de notre diocèse.

Donné à Joliette, en notre maison épiscopale le 20 février 1912, sous notre seing, le sceau de nos armes et le contre-seing de notre chancelier.



† JOSEPH-ALFRED,

Evêque de Joliette.

Par mandement de Monseigneur,
Irénée Gervais, prêtre,
chancelier.

CONDITIONS D'ADMISSION

— à —

I. L'ÉCOLE NORMALE DE JOLIETTE.

Toute jeune fille qui veut entrer à l'école normale doit avoir au moins *seize* ans révolus au premier août de l'année où elle est admise.

Elle doit :

1.—Remettre au Principal :

- a) Son extrait de baptême.
- b) Un certificat de moralité signé par le curé de sa paroisse.
- c) Un certificat de médecin attestant qu'elle n'est atteinte d'aucune maladie de nature à la rendre impropre à l'enseignement.
- d) Un certificat de vaccination.

2.—Pour être admise au cours *élémentaire*, elle doit subir un examen préalable, devant le Principal ou son délégué, établissant qu'elle possède convenablement l'orthographe et les éléments de la grammaire dans sa langue maternelle, l'arithmétique jusqu'aux règles de *Trois* inclusivement, les notions préliminaires de la géographie, et les notions d'instruction religieuse contenues dans le catéchisme du diocèse.

Pour suivre le cours *modèle*, l'élève doit être munie déjà d'un brevet élémentaire, décerné soit par le Bureau central des examinateurs catholiques, soit par une école normale, ou subir un examen attestant qu'elle possède les connaissances ci-

dessus mentionnées ; de plus, la syntaxe de la grammaire, les notions générales de la géographie, du pourcentage, de l'histoire sainte et de l'histoire du Canada.

Pour entrer au cours *académique*, l'élève doit avoir obtenu déjà un brevet modèle dans une école normale qu'elle aura fréquentée d'une manière régulière.

3.—L'élève qui désire obtenir une bourse doit de plus :

- a) Remettre au Principal une attestation de son curé établissant qu'elle n'a pas les moyens de payer sa pension en entier.
- b) Signer, en présence de deux témoins qui, ainsi que le Principal, doivent la contresigner, une demande d'admission contenant l'engagement suivant : "Obéir au règlement, subir les examens requis, obtenir un brevet de capacité, faire l'école sous le contrôle du gouvernement au moins pendant trois ans ; le tout sous peine d'une amende de quarante piastres et du remboursement de tous les frais encourus pour eux (elles) par le gouvernement, à la première demande du surintendant de l'Instruction publique".

N. B.—Pour se rendre compte de la portée exacte de cette dernière clause b, consulter le Principal.

Déboursés.

Les élèves admises par le Principal doivent :

- 1.—Se rendre à l'École Normale pour l'ouverture des classes.
- 2.—Payer leur pension qui est de \$60.00, comme suit : un

tiers en entrant, un tiers le quinze décembre et le dernier tiers le quinze mars.

Trente bourses de \$24.00, chacune, sont accordées aux élèves-institutrices. La pension des boursières se trouve ainsi réduite à \$36.00 par année, et elle est également payable par tiers aux dates susmentionnées.

Un terme quelconque se paie en entier, à moins d'une absence de trente jours consécutifs.

- 3.—En outre, chaque élève doit payer à l'entrée des classes la somme de \$5.00 pour couchette, lavabo, infirmerie, en cas de maladie, encre, craie, etc., et \$2.00 pour matelas et oreillers.

Effets nécessaires.

- 1.—Il n'y a pas de costume proprement dit. Chaque élève doit avoir 2 ou 3 robes noires longues à raser terre, cols et poignets blancs, chapeau noir sans fleurs ni plumes. Le noir est porté tous les jours.
- 2.—Chaque élève doit être pourvue des effets suivants :
- a) 4 draps et 2 couvertures de lit, 1 couvre-pied blanc, avec franges, pour lit simple, 4 taies d'oreillers, 2 grandes couvertures d'oreillers. A demande, ces effets sont fournis par l'Ecole Normale, moyennant \$8.00 par année. Cette demande doit être faite au moins 15 jours avant la rentrée des élèves.
 - b) 1 malle, 2 sacs pour le linge à blanchir, 1 sac pour souliers, 6 chemises, 4 robes de nuit, 6 paires de bas, 6 serviettes de table, 6 serviettes de toilette, 12 mouchoirs de poche, peignes, brosses, savon, etc.

- c) Un couvert : couteau, fourchette, cuillers (grande et petite). Chaque objet doit être marqué en toutes lettres du nom de l'élève à qui il appartient.
- 3.—Dans le cas où le blanchissage est fait en dehors de la maison, quelqu'un doit être chargé de venir régulièrement y chercher le linge et le rapporter. A demande, le blanchissage se fait à l'Ecole Normale pour \$15.00 par année.
- 4.—Les élèves ne doivent porter ni rubans de couleur, ni soie, ni velours, ni bijoux.
- 5.—Elles doivent payer : a) les livres et le papier ; b) le médecin quand ses soins sont requis.
- 6.—L'administration de l'Ecole Normale ne se tient nullement responsable des effets perdus ou volés.
- 7.—Tout dommage causé à l'ameublement ou à la propriété de l'Ecole Normale est à la charge de l'élève qui en est l'auteur.

Parloir et sorties en ville.

- 1.—Le parloir sera ouvert tous les jours, de midi à 1 heure ; le dimanche, de 1 heure à 2 heures. Il ne sera pas permis aux élèves d'aller au parloir pendant les cours, ni pendant les offices, ni plus de deux fois par semaine.
- 2.—Hors le cas de grave nécessité, les élèves ne pourront sortir dans la ville ; même dans ce cas elles devront être accompagnées de leurs parents.

Matières facultatives.

Piano, y compris l'usage de l'instrument \$30.00

Sténographie	\$10.00
Clavigraphie	\$10.00

EXTRAIT DES REGLEMENTS

— DU —

COMITE CATHOLIQUE

— DU —

CONSEIL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Section I.

192—A chacune des écoles normales est attachée une école modèle ou primaire intermédiaire appelée école d'application où les élèves-maîtresses s'exercent à la pratique de l'enseignement . . .

193—Les élèves de l'école normale enseigneront, à tour de rôle, dans l'école d'application, sous la direction des institutrices de cette école et sous la surveillance du principal.

201—Le cours d'études des écoles normales comprend, comme but principal, la pédagogie théorique et pratique ; il embrasse, comme complément obligatoire, l'enseignement des matières suivantes inscrites au tableau général de l'enseignement.

L'instruction morale et religieuse, la lecture, l'écriture, la langue française, la langue anglaise, les mathématiques, la géographie, l'instruction civique, les histoires du Canada, de France, d'Angleterre, des Etats-Unis et des notions d'histoire Ancienne, le dessin, les sciences naturelles, la musique vocale, les lois et les règlements scolaires, les éléments de la philosophie intellectuelle et morale et l'étude

élémentaire de la langue latine pour les élèves du brevet académique (primaire supérieur).

Le cours d'études comprend enfin, comme matières facultatives : le droit usuel, la gymnastique, la sténographie, la clavigraphie, la télégraphie. Et l'économie domestique dans la section des élèves-maîtresses.

202—Le cours d'études est divisé en trois : le cours *élémentaire* le cours *moyen* et le cours *supérieur*. Il est disposé de telle sorte que les élèves puissent généralement obtenir le brevet d'école primaire à la fin de la première année, celui d'école modèle à la fin de la seconde année, et celui d'école académique à la fin de la troisième année.

203—Pour obtenir un diplôme, toute élève-maîtresse devra prendre part à au moins trois concours ou examens partiels, sur chaque matière étudiée dans le cours de l'année, et se préparer à l'examen final. Mais nulle ne sera admise à cet examen si elle n'a conservé la moitié des points accordés dans les deux derniers concours.

204—L'examen final sera à la fois oral et écrit, et les épreuves écrites devront être conservées dans les archives de l'école pendant trois ans.

205—Le diplôme sera accordé : a) sans aucune note, si la candidate n'a conservé que 60 pour cent de la somme totale des points accordés à l'examen final : b) avec la note *avec distinction*, si la candidate a conservé 75 pour cent, et avec la note *avec grande distinction* si la candidate a conservé 90 pour cent de la même somme de points.

206—Pour obtenir un diplôme, les candidates devront conserver au moins 60 pour cent pour la pédagogie, la langue maternelle et chacune des différentes branches des mathématiques ; au moins 50 pour cent sur toutes les autres

matières et 60 pour cent sur la somme totale des points accordés.

207—Les brevets, qui sont de trois degrés : pour académie (primaire supérieure), pour école modèle (primaire intermédiaire) et pour école élémentaire sont conférés par le surintendant de l'Instruction publique sur le certificat du Principal constatant que la candidate a subi les examens requis sur les matières inscrites au programme d'études des écoles normales catholiques et rempli les conditions exigées par les règlements.

SIR J. Mathias Tellier -
Collection